

Quotidien d'Action pour la Démocratie et le Développement



Nous sommes une équipe forte. Nous sommes une fenêtre ouverte sur la RD. Congo. Nous sommes à votre portée. Nous sommes à la pointe de l'actualité congolaise. Chaque jour, lisez et relisez-nous !
La Prospérité, Best of The Best forever !

Dialogue : le gouvernement satisfait de la désignation de M. Edem Kodjo

Le 12/04/2016



COMPTE RENDU DE LA 9^{ème} REUNION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL DES MINISTRES DU 11 AVRIL 2016

Sous la présidence du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, S.E.M. Augustin Matata Ponyo Mapon, il s'est tenu ce lundi 11 avril 2016, la 9^{ème} Réunion Ordinaire du Conseil des Ministres au Bâtiment du Gouvernement à la Gombe.

À l'ordre du jour étaient inscrits les points ci-après :

I.Points d'informations

II.Approbation des relevés des décisions du Conseil des Ministres

III.Examen et adoption d'un dossier

IV.Examen et adoption des textes

I.Points d'informations

Etat du territoire

Les faits saillants sur l'état du territoire présentés les Ministères de l'Intérieur et Sécurité et de la Défense Nationale indiquent une situation générale du pays relativement calme. Les deux Ministères signalent la poursuite des opérations de traque contre les forces négatives locales et étrangères, particulièrement les groupes criminels ADF dans la partie Est du territoire ainsi que de la lutte contre la criminalité dans les grandes agglomérations urbaines. Ces opérations se déroulent efficacement. Le Gouvernement a, en outre, reçu avec satisfaction la notification de la désignation officielle par l'Union Africaine de M. Edem Kodjo en qualité de Facilitateur du Dialogue Politique National Inclusif convoqué par le Chef de l'Etat autour du processus électoral dans notre pays.

Les rendus des groupes armés nationaux cantonnés à Kitona viennent de terminer une session de formation qualifiante de 3 mois en perspective de leur réinsertion dans leurs milieux d'origine respectifs qui sera bientôt effective.

II.Approbation des relevés des décisions prises lors des 6^{ème}, 7^{ème} et 8^{ème} réunions extraordinaires et de la 7^{ème} réunion ordinaire du Conseil des Ministres

Il en ressort ce qui suit : lors de sa 6^{ème} réunion extraordinaire tenue mercredi 25 novembre 2015 à la Cité de l'Union Africaine, le Conseil a adopté les dossiers relatifs respectivement à la politique nationale de l'emploi et de la formation professionnelle,

www.laprosperteonline.net

Abonnez - vous et recevez l'actualité

Valider

► SUR LE WEB !

Les plus consultés

Les commentés

vus Article

- 995 fois [Avis d'Appel d'Offres National \(AAON\)](#)
- 987 fois [Carnet rose : Harrison Ikechukwu et Charity Ogochukwu liés pour toujours !](#)
- 970 fois [Enrôlement sans calendrier électoral en RDC: le G7 met en garde la CENI !](#)
- 948 fois [Ça se fête. RDC : Joseph Kabila souffle sur sa nouvelle bougie !](#)
- 936 fois [Jugé et condamné à Kamalondo. Katumbi : le G7 réaffirme son soutien !](#)
- 905 fois [L'An I à la tête de l'UPJ : Voici les hauts faits de Francine Muyumba !](#)
- 9 fois [Malumalu : anciens et nouveaux de la CENI se mobilisent !](#)
- 9 fois [Retour du lider maximo : Félix Tshisekedi depuis hier à Kinshasa](#)

présenté par le Ministère de l'Emploi, Travail et Prévoyance Sociale ;

- Au cadre Stratégique général de la réforme et modernisation de l’Administration Publique, présenté par le Ministre de la Fonction Publique ; au processus de mise en œuvre de l’Initiation à la Nouvelle Citoyenneté, à la note conceptuelle de l’Initiation à la Nouvelle Citoyenneté ;
- A la Feuille de route de l’Initiation à la Nouvelle Citoyenneté ;
- Au Communiqué final sur l’atelier de validation technique de la Note conceptuelle sur l’Initiation à la Nouvelle Citoyenneté et à la Lettre de Politique Educative et Résumé de la Stratégie Sectorielle de l'Education et de la Formation 2016 – 2025, présentés par le Ministère de l’Enseignement Primaire, Secondaire et Initiation à la Nouvelle Citoyenneté ainsi qu’au budget de recherche sur l’impact sanitaire et environnemental de l’exploitation pétrolière à Moanda, Province du Kongo-Central, présenté par le Ministère de la Santé Publique.

48 Projets de textes ont été ensuite adoptés, soit :

- Un projet d’Ordonnance portant nomination du Secrétaire Permanent de la Commission des Frontières présenté par le Ministère de l’Intérieur et Sécurité ;
- Cinq projets de Décret fixant les missions dévolues aux Commissaires Spéciaux du Gouvernement et leurs modalités d’exécution dans les nouvelles provinces ainsi que le cahier de charges établi conformément à l’article 2 du projet déterminant l’organisation et le fonctionnement de l’Inspection Générale de la Police Nationale Congolaise ; déterminant l’organisation et le fonctionnement des Commissariats Provinciaux de la Police Nationale Congolaise , l’organisation et le fonctionnement des Unités Territoriales et Locales de la Police Nationale Congolaise et portant dissolution du Comité National du Désarmement et de la Sécurité Internationale, en sigle CND-SI présenté par le Ministère de l’Intérieur et Sécurité;
- Un projet d’Ordonnance portant organisation et fonctionnement d’un Service Public dénommé « Africaine d’Explosifs », AFRIDEX en sigle, présenté par le Ministère de la Défense Nationale ;
- Quatre projets de loi autorisant la ratification d’accords entre le Gouvernement de la République Démocratique du Congo et les Gouvernements respectivement de la République Populaire de Chine sur la promotion et la protection réciproque des Investissements, de la République d’Italie sur la promotion et la protection réciproques des investissements, de la République de l’Afrique du Sud sur la promotion et la protection réciproques des investissements ainsi que l’Union Economique Belgo-Luxembourgeois sur l’encouragement et la protection réciproques des investissements présentés par le Ministère des Affaires Etrangères et Coopération Internationale qui seront transmis au Parlement pour ratification ;
- Un projet de loi sur l’assistance judiciaire, présenté par le Ministère de la Justice, Garde des Sceaux et Droits Humains qui sera transmis au Parlement pour examen et adoption ;
- Un projet de décret d’organisation judiciaire fixant les sièges ordinaires et les ressorts des Tribunaux de paix de la Ville de Kindu et du Territoire de Kailo ;
- Un projet de Convention de gestion d’Etablissements Publics d’Enseignement maternel, primaire, secondaire et professionnel présenté par le Ministère de l’Enseignement Primaire et Secondaire et de l’Initiation à la Nouvelle Citoyenneté ;
- Un projet de Décret portant création, organisation et fonctionnement du Comité National d’Action de l’Eau, de l’Hygiène et de l’Assainissement, « C.N.A.E.H.A » ;
- Cinq projets d’Ordonnance portant révocation d’un agent de commandement des services publics de l’Etat du Ministère des Finances/ Direction Générale des Douanes et Accises et de quelques agents de commandement des services publics de l’Etat des différents Ministères avaient été adoptés en la circonstance, en même temps que dix projets de Décret. Il s’agit de :
- Projets de Décrets :
 - instituant les structures standards à compétences horizontales communes à toutes les administrations centrales des ministères, institutions et services publics,
 - portant création, organisation et fonctionnement d’un Etablissement Public dénommé Caisse Nationale de Sécurité des Agents Publics de l’Etat, « CNSSAP » en sigle,
 - portant la création et statut particulier du Corps des Administrateurs Civils de l’Administration Publique en République Démocratique du Congo,
 - portant fixation des rémunérations et autres avantages en faveur des Administrateurs Civils,
 - portant révocation de quelques agents de carrière des services publics de l’Etat du Ministère des Finances/ Direction Générale des Douanes et Accises,
 - portant révocation de quelques agents de carrière des services publics de l’Etat du Ministère des Affaires Etrangères et Coopération Internationale détenteurs des faux titres scolaires ou académiques,
 - portant révocation de quelques agents de carrière des services publics de l’Etat du Ministère des Finances/ Division Provinciale des Finances du Kasai-Oriental,
 - portant révocation de quelques agents de carrière des services publics de l’Etat des différents Ministères et
 - portant révocation de quelques agents de carrière des services public de l’Etat du Ministère des Finances/ Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires et Domaniales, « DGRAD », présentés par le Ministère de la Fonction Publique.
- Un projet d’arrêté portant réhabilitation de quelques agents de carrière des services publics de l’Etat du Ministère des Affaires Etrangères et Coopération Internationale mis à la disposition du Ministre de la Fonction Publique par arrêté

PARTENAIRES

PADIR : AVIS MODIFICATIF A L’APPEL D’OFFRES

12/10/2016 Kinshasa, le 11 octobre 2016 AVIS MODIFICATIF A L’APPEL D’OFFRES N°AAON 02/PADIR BIENS/UGP/CN/GP/CB/PM/JFS/09/2016 RELATIF A L’ACQUISITION DE DIVERS... Lire l'article

AVIS A MANIFESTATIONS D’INTERET

11/10/2016 République Démocratique du Congo PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE GESTION DES FONCTIONS DE BASE DE L’ADMINISTRATION PUBLIQUE «PRC-... Lire l'article

Appel à candidature : Congo Airways désire recruter un spécialiste en passation de marchés 10/10/2016



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO COMPAGNIE AERIENNE CONGO AIRWAYS

Appel à candidature

CGA/AC/02/ 2016 RECRUTEMENT D’UN SPECIALISTE EN PASSATION DE... Lire l'article

Compagnie Aérienne Congo Airways cherche à recruter un Consultant individuel pour l’inspection des équipements 10/10/2016



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO COMPAGNIE AERIENNE CONGO AIRWAYS

Appel à candidature

CGA/AC/01/2016 Recrutement d'un Consultant individuel pour l’inspection des équipements de handling-sol de... Lire l'article

DEMANDE DE MANIFESTATION D’INTERET

06/10/2016 REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO CENTRAL AFRICAN BACKBONE (CAB 5) RECRUTEMENT D’UN CONSULTANT INDIVIDUEL AU POSTE DE SPECIALISTE... Lire l'article

Avis d’Appel d’Offres – Sans pré-qualification 05/10/2016



République Démocratique du Congo Ministère de la Santé Publique Bureau Central de Coordination(BCECO) Source de Financement :

Projet... Lire l'article

AVIS DE SOLlicitation DE MANIFESTATIONS D’INTERET

03/10/2016 REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO COMITE DE PILOTAGE DE LA REFORME DES ENTREPRISES DU PORTEFEUILLE DE L’ETAT « COPIREP » CENTRAL AFRICAN... Lire l'article

ACGT : Avis d’Appel d’Offres National

03/10/2016 REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL PROJET D’APPUI AU DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES RURALES PADIR Le Coordonnateur... Lire l'article

ministériel n° 130/002/2011 du 28 mars 2011 du Ministère des Affaires Etrangères présenté par le Ministère de la Fonction Publique a été aussi adopté.

Ont été également adoptés le 25 novembre 2015, le projet de loi portant ratification de l'Accord de Prêt du 07 janvier 2014 conclu entre la République Démocratique du Congo et le Fonds Africain de Développement au titre de financement du Projet de Renforcement des Infrastructures Socio-Economiques dans la région du centre, en sigle PRISE, le projet de loi autorisant la ratification de l'Accord de financement n° 5655-ZR du 09 juillet 2015 conclu entre la République Démocratique du Congo et la Banque Mondiale, au titre du projet d'éducation pour la qualité et la pertinence de l'enseignement au niveau secondaire et universitaire (PEQPESU) et un Projet d'Ordonnance portant approbation de l'Accord de financement conclu entre la République Démocratique du Congo et l'Association Internationale pour le Développement (IDA) au titre du Projet de Démobilisation, Réinsertion et Réintégration (DDR).

Il en est de même des textes ci-après :

- Projet de Décret portant création du Comité de Pilotage du Programme Cadre Intégré Renforcé en République Démocratique du Congo, « COPICIR » en sigle, présenté par le Ministère du Commerce,
- Projet d'Ordonnance portant nomination des membres du Conseil d'Administration de l'Agence des Zones Economiques Spéciales, AZES en sigle par le Ministère de l'Industrie,
- Projet de Décret modifiant et complétant le Décret n° 13/016 du 31 mai 2013 portant création, organisation et fonctionnement de la Commission Nationale de la Réforme Foncière, « CONAREF » en sigle par le Ministère des Affaires Foncières,
- Projet de Décret créant et fixant les statuts d'un Etablissement Public dénommé « Centre de Retraitement des Minerais », « CRM » en sigle, du Ministère des Mines,
- Projet de Décret fixant les statuts d'un Etablissement Public dénommé Institut National des Archives du Congo « INACO » en sigle,
- Projet de loi portant dispositions applicables à la publicité en République Démocratique du Congo par le Ministère de la Culture et Arts,
- Projet de loi portant création, organisation et fonctionnement de l'ordre des infirmiers par le Ministère de la Santé Publique ;
- Projet d'Ordonnance portant organisation et fonctionnement des organes d'administration de l'Enseignement Supérieur et Universitaire,
- Projet de Décret portant critères de viabilité des Etablissements d'Enseignement Supérieur et Universitaire,
- Projet de Décret portant critérium pour l'organisation de la formation du 3^{ème} cycle à l'Enseignement Supérieur et Universitaire en République Démocratique du Congo,
- Projet d'arrêté ministériel portant détermination des principes généraux de l'organisation administrative des Etablissements d'Enseignement Supérieur et Universitaire,
- Projet d'arrêté ministériel portant cadre général du partenariat dans le sous-secteur de l'Enseignement Supérieur et Universitaire,
- Projet d'arrêté ministériel portant normes d'opérationnalisation des enseignements du 3^{ème} cycle dans les Etablissements d'Enseignement Supérieur et Universitaire en République Démocratique du Congo présentés par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire.

A la 7^{ème} réunion extraordinaire du Conseil des Ministres du lundi 18 janvier 2016, le Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 09/001 du 10 janvier 2009 portant protection de l'enfant présenté par le Ministère de l'Intérieur et Sécurité et le Projet de décret portant création, organisation et fonctionnement d'un Etablissement public dénommé Autorité de Régulation et de Contrôle des Assurances, « ARCA » en sigle présenté par le Ministre des Finances ont été adoptés.

La 7^{ème} réunion ordinaire du Conseil des Ministres du vendredi 22 janvier 2016 a renvoyé à un examen approfondi de la Commission Interministérielle Mixte l'examen des Mesures urgentes pour la stabilisation et la relance économique de la République Démocratique du Congo suite à la chute des cours des matières premières présentées part le Ministère de l'Economie Nationale.

La 8^{ème} Réunion extraordinaire du Conseil des Ministre du Mardi 26 janvier 2016 a adopté lesdites Mesures urgentes pour la stabilisation et la relance économique de la République Démocratique du Congo suite à la chute des cours des matières premières.

III.Examen et adoption d'un dossier

Le Ministère de l'Intérieur et Sécurité a présenté au Conseil un Rapport d'Evaluation et de Contrôle de l'Opération « Likofi ». L'opinion se souviendra que cette opération policière avait été inscrite dans un double contexte de mise en œuvre d'une opération de sécurité publique de grande envergure et d'ajustement aux principes de base de la nouvelle doctrine de la police de proximité. Elle reposait sur le socle des principes ci-après : Proximité, Partenariat, Prévention, Résolution de problèmes, Redevabilité et Respect des droits de l'homme.

Après débats et délibérations, le Conseil des Ministres a approuvé le rapport et recommandé :

- 1) La poursuite de l'opération de traque des Kuluna, sous une nouvelle dénomination en réactualisation son Plan

\$21.82 BID NOW iPad Air 2 64GB up to 96% OFF! 	\$64.45 BID NOW Louis Vuitton Neverfull Tote up to 95% OFF! 
\$15.31 BID NOW Michael Kors Jet Set Tote up to 94% OFF! 	\$17.79 BID NOW TaylorMade R15 460 Driver up to 96% OFF! 
\$38.17 BID NOW iPhone 6 64GB up to 95% OFF! 	\$63.56 BID NOW Samsung 40" 4K Ultra HD LED TV up to 93% OFF! 
\$12.12 BID NOW GoPro HERO4 Camera up to 97% OFF! 	\$36.56 BID NOW KitchenAid Mixer up to 91% OFF! 

*Prices of previously won items

Don't Pay Full Price!

QuiBids ACCREDITED BUSINESS

opérationnel et s'en tenir au strict respect des dispositions de celui-ci dans sa mise en œuvre ;

2)L'établissement d'un commandement opérationnel autonome avec des moyens humains, logistiques et une infrastructure adéquats,

3)La mise en œuvre des procédures judiciaires de flagrance et la création des chambres spéciales des Tribunaux pour enfant ;

4)La systématisation des évaluations par l'Inspection Générale de la PNC à l'issue de chaque opération de grande envergure ;

5)La mise en place des unités de police de proximité sur l'ensemble du territoire national.

IV.Examen et adoption des textes

IV.1. Le Projet de décret portant création, organisation et fonctionnement du Service de Documentation et d'Etudes et celui portant réglementation des sceaux officiels de la République Démocratique du Congo présentés par le Ministère de la Justice ont été adoptés.

IV.2. Le Projet de loi sur le Partenariat Public-Privé et le projet de décret portant dissolution du Comité de Pilotage pour l'Amélioration du Climat des Affaires et des Investissements en République Démocratique du Congo « C.P.C.A.I. » en sigle soumis au Gouvernement par le Ministère du Plan a été adopté.

Il en a été de même pour :

- un projet d'Ordonnance portant révocation des cadres de commandement des services publics des différents ministères ;
- un projet d'Ordonnance portant révocation d'un cadre de commandement des services publics de l'Etat du Ministère des Finances ;
- un projet de Décret portant révocation des Agents de carrière des services publics de l'Etat du Ministère des Finances ;
- un projet de Décret portant révocation de deux Agents de collaboration des services publics de l'Etat du Ministère des Finances ;
- un projet de Décret portant démission de onze Agents et collaboration des services publics de l'Etat du Ministère du Portefeuille présentés par le Ministère de la Fonction Publique.

Le Ministre des Finances a défendu :

- le projet de loi autorisant la ratification de l'accord de financement n° 5724-ZR du 27 octobre 2015 conclu entre la République Démocratique du Congo et la Banque Mondiale au titre du projet de facilitation du commerce dans la Région des Grands Lacs ;
- le projet de loi de ratification de l'Accord de Prêt signé entre la République Démocratique du Congo et la Banque Africaine de Développement au titre du Projet d'Aménagement de la route Batshamba-Tshikapa (section Lovua-Tshikapa) ;
- un projet d'Ordonnance portant approbation de l'accord de financement conclu entre la Banque Mondiale et la République Démocratique du Congo au titre du Projet de Développement des Statistiques ;
- le projet de loi autorisant la ratification de l'Accord de financement n° 5751-ZR du 09 juillet 2015 conclu entre la République Démocratique du Congo et la Banque Mondiale, au titre du projet pour la Stabilisation de l'Est pour la Paix (STEP) ;
- un projet d'Ordonnance portant approbation de l'Accord de Don conclu entre la République Démocratique du Congo et la Banque Mondiale, au titre du projet pour la Stabilisation de l'Est pour la Paix (STEP) ;
- le projet de loi autorisant la ratification de l'Accord de don n° 2000001456 du 28 janvier 2016 conclu entre la République Démocratique du Congo et le Fonds International de Développement Agricole de la Province du Nord-Kivu (PASA-NK) ;
- un projet d'Ordonnance portant approbation de l'Accord de Don n° 2000001442 du 28 janvier 2016 conclu entre la République Démocratique du Congo et le Fonds International et Développement Agricole de la Province du Nord-Kivu (PASA-NK) qui ont été tous adoptés.

- Le projet de Décret portant création, organisation et fonctionnement du Comité National de Pilotage du Projet de Facilitation du Commerce dans la Région des Grands-Lacs, en sigle « CP-PFCGL » du Ministère de Commerce et celui portant Règlement d'Hydrocarbures du Ministère des Hydrocarbures.

Enfin, le Ministère de l'Energie et Ressources Hydrauliques a fait l'économie de 2 projets de Décrets, l'un portant création, organisation et fonctionnement d'un Etablissement Public dénommé Autorité de Régulation du Secteur de l'Electricité, en sigle « ARE » et l'autre portant création, organisation et fonctionnement d'un Etablissement Public dénommé Agence Nationale de l'Electrification et des Services Energétiques en milieu rural et périurbain, « ANSER », en sigle. Tous ces textes ont été approuvés.

Débutée à 10h00', la réunion ordinaire du Conseil des Ministres s'est terminée vers 12h30'.

Je vous remercie.

Lambert MENDE OMALANGA

Ministre de la Communication et Médias

Porte-Parole du Gouvernement

▼  Réagissez à cet article

Pseudo :

Commentaire

Il vous reste 150 caractères.

Valider